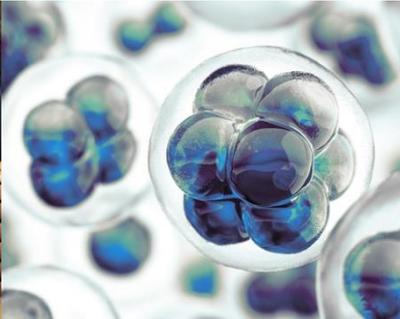




Europäisches
Patentamt
European
Patent Office
Office européen
des brevets

Le brevet unitaire et la juridiction unifiée du brevet dans les starting-blocks : Un aperçu

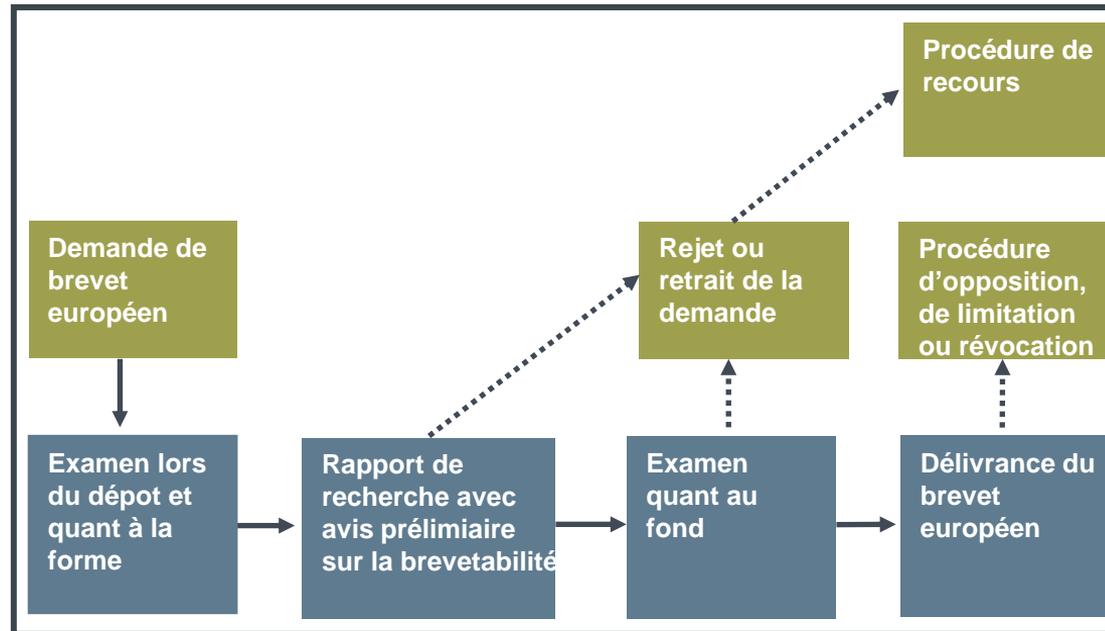
Café Matinal ASPI / CNCPI / CNB / Barreau de Paris



Pourquoi une réforme du système des brevets en Europe ?

Depuis 1977, la procédure centralisée de délivrance des brevets européens auprès de l'OEB est un grand succès 

Procédure centralisée de délivrance des brevets européens



Inconvénients dans la phase post-délivrance

Le brevet européen délivré doit être validé dans chacun des États désignés.
Brevet européen délivré en tant que "faisceau" de brevets nationaux.

Objectifs du paquet sur le brevet unitaire



Une option plus simple et plus économique de protection par le brevet et de règlement des litiges dans toute l'Europe



Meilleur rapport qualité-prix et réduction de la complexité



Faciliter l'accès à la protection par brevet pour les PME, les universités et les organismes de recherche publics



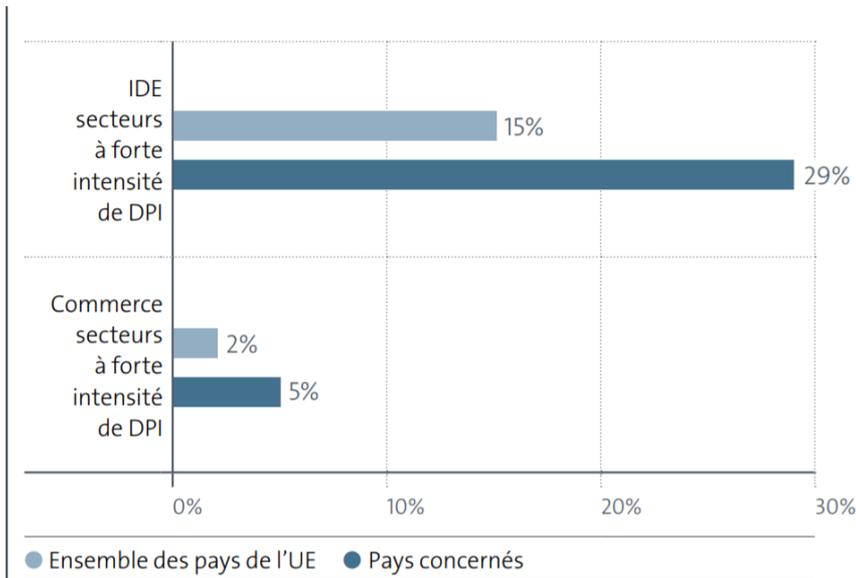
Rendre l'Europe plus attrayante pour l'innovation et l'investissement



Renforcer la compétitivité de l'Europe

Le brevet unitaire pour dynamiser le transfert de technologies par le commerce et les investissements

- Les limites du système actuel, fragmenté après la délivrance, entrave les échanges commerciaux et les investissements transfrontaliers, empêchant ainsi la réalisation des avantages économiques qu'un système de brevets harmonisé peut apporter.
- Le commerce vers ou entre les pays de l'UE dans les secteurs à forte intensité de P.I. pourrait augmenter de 2 % (€ 14,6 Mrd.)
- Les flux d'IDE dans ces secteurs pourraient augmenter de 15% (€ 1.8 Mrd.)



Source: Office européen des brevets en collaboration avec l'University of Colorado Boulder et London School of Economics, Brevets, commerce et investissements directs étrangers dans l'Union européenne Novembre 2017

Procédure simple, après délivrance en une seule étape



Basé sur un brevet européen délivré par l'OEB conformément aux règles de la CBE



Même procédure de délivrance que pour les brevets européens classiques



Qualité identique



Enregistrement en une seule étape auprès de l'OEB



Pas de procédures de validation parallèles coûteuses et chronophages dans plusieurs pays



Une protection uniforme dans jusqu'à 25 États membres



L'OEB comme guichet unique pour tous les actes de procédure ultérieurs

Comment obtenir un brevet unitaire

Exigences de fond

L'effet unitaire peut être demandé pour les brevets européens qui ont été délivrés

- à l'égard de l'ensemble des 25 États membres participants, et
- avec le même jeu de revendications pour chacun d'entre eux.

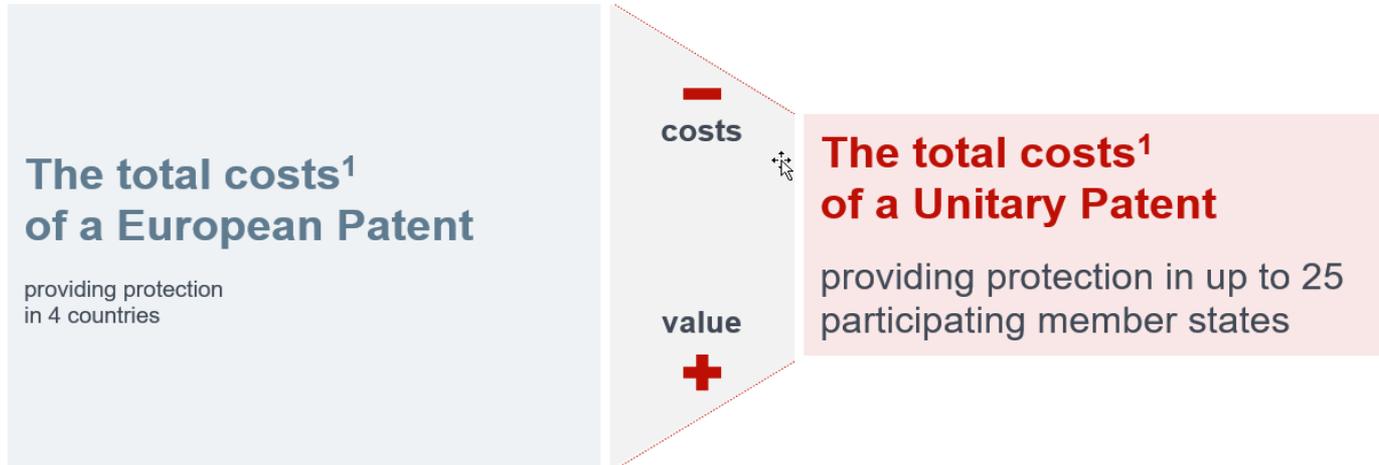
Exigences de base en matière de procédure

Dépôt de la demande par le titulaire du brevet

- par écrit, dans la langue de la procédure;
- au plus tard un mois après la publication de la mention de la délivrance;
- traductions uniquement pendant une période de transition

Coûts réduits

- Aucune taxe n'est due à l'OEB pour la présentation et l'examen de la demande d'effet unitaire, ni pour l'inscription de cet effet.
- Le montant des taxes annuelles est particulièrement attractif au cours des premières années. Pour les dix premières années – la durée de vie moyenne d'un brevet européen – elles s'élèvent au total à moins de 5 000 EUR.

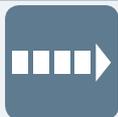


¹ Direct costs of the renewal fees + associated indirect costs arising from validating and maintaining a European patent in all countries.

Effacité des coûts grâce à la simplification

Brevet européen classique

Fragmentation après délivrance en raison de procédures nationales différentes



Offices nationaux de brevets avec

- différentes exigences en matière de traduction
- différentes taxes de validation
- différentes procédures, notamment en termes de délais
- différentes annuités nationales
- différentes monnaies
- Besoin différents avocats ou prestataires de services locaux



Brevet unitaire

Procédure centralisée et uniforme après délivrance



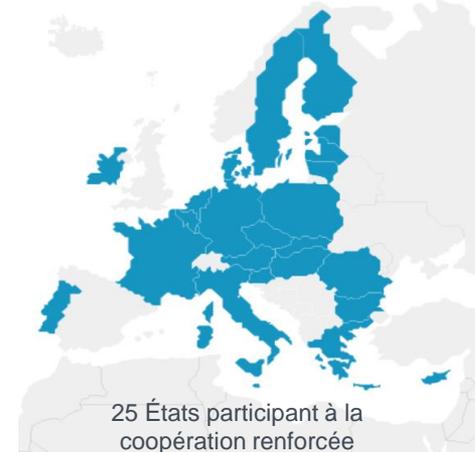
Un office avec l'OEB comme guichet unique

- Plus de traductions¹
- Pas de taxes pour l'obtention d'un brevet unitaire
- Une procédure, notamment un délai
- Une taxe annuelle
- Une monnaie
- Pas besoin de différents avocats ou prestataires de services locaux

¹ après une période initiale de transition au cours de laquelle des traductions seront nécessaires, mais uniquement à titre d'information et sans effet juridique.

Champ d'application territorial

- Un brevet unitaire couvre les territoires des États membres participants dans lesquels l'AJUB produit ses effets à la date d'inscription de l'effet unitaire par l'OEB.
 - Dans les premières années, il y aura donc plusieurs générations de brevets unitaires avec des champs d'application territoriaux différents.
 - Pas d'extension automatique du champ d'application territorial aux États qui ratifient l'AJUB après l'enregistrement du brevet unitaire.
 - Le champ d'application territorial est clairement indiqué dans le Registre de la protection unitaire.

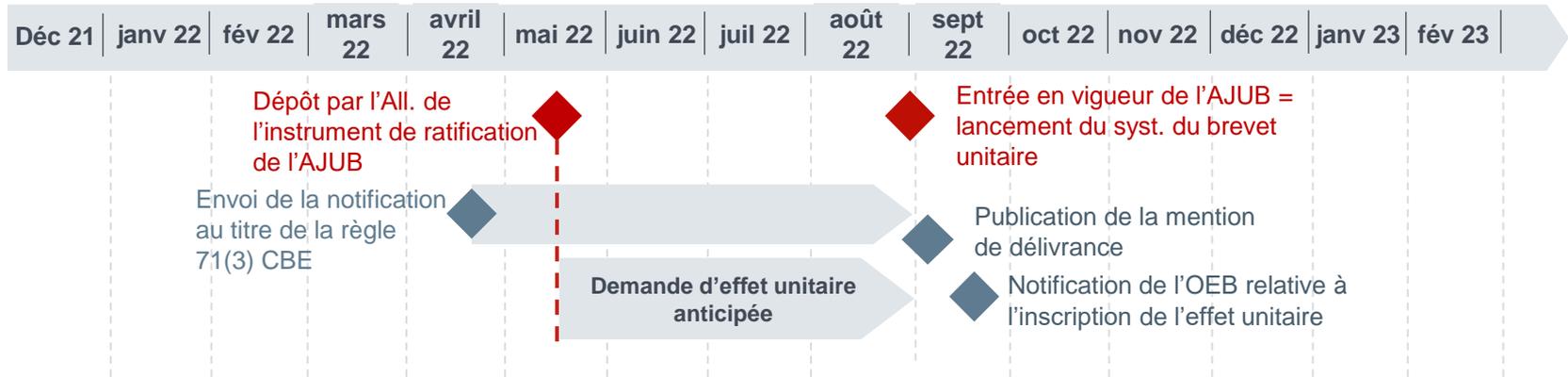


Mesures transitoires de l'OEB

- **Demande d'effet unitaire anticipée**

- Permettra aux demandeurs de présenter des demandes d'effet unitaire anticipées avant même le lancement du système du brevet unitaire.
- Des demandes d'effet unitaire anticipées ne pourront être présentées que pour les demandes de brevet européen pour lesquelles une notification au titre de la règle 71(3) CBE a été envoyée.
- Demande possible à partir de la date à laquelle l'Allemagne déposera son instrument de ratification de l'AJUB.

Exemple 1 : Demande d'effet unitaire anticipée



- **Hypothèse** : l'Allemagne dépose son instrument le 20 mai 2022 → entrée en vigueur de l'AJUB et lancement du système du brevet unitaire le 1^{er} septembre 2022
 - + le **demandeur A** reçoit la notification établie par l'OEB conformément à la règle 71(3) CBE (IGRA) le 21 avril 2022 (Mailbox)
 - + le **demandeur A** satisfait aux exigences de la règle 71(3) CBE le 3 août 2022 (aurait théoriquement jusqu'au 1^{er} septembre 2022 pour satisfaire aux exigences de la règle 71(3) CBE (= 21.04. + 10 j + 4m))
 - = la mention de la délivrance du brevet européen du titulaire A sera publiée au Bulletin le 7 septembre 2022
- Le **demandeur A** est admis à présenter une demande d'effet unitaire anticipée entre le 20 mai 2022 et 31 août 2022.
- L'effet unitaire sera inscrit peu après le 7 septembre 2022, à condition qu'il soit satisfait à toutes les exigences.

Mesures transitoires de l'OEB

- **Requête en report de la décision de délivrer le brevet européen**
 - La protection par brevet unitaire ne peut être demandée que pour un brevet européen délivré à la date/après la date d'application du règlement (UE) n° 1257/2012.
 - Sur requête, l'OEB reportera sa décision de délivrer le brevet européen: mention de la délivrance sera publiée au Bulletin européen des brevets à la date du lancement du système du brevet unitaire ou immédiatement après. Le brevet européen délivré pourra donc donner lieu à son inscription en tant que brevet unitaire.
 - Requête ne pourra être valablement présentée que pour les demandes de brevet européen pour lesquelles le demandeur a été informé, par une notification émise au titre de la règle 71(3) CBE, du texte dans lequel il est envisagé de délivrer le brevet, mais n'a pas encore donné son accord sur ce texte. Formulaire 2025 obligatoire pour la requête.
 - L'OEB autorisera les requêtes en report de la décision de délivrer le brevet à compter de la date à laquelle l'Allemagne déposera son instrument de ratification de l'AJUB.

Exemple 2 : Requête en report de la décision de délivrer le brevet européen



- **Hypothèse** : l'Allemagne dépose son instrument le 20 mai 2022 → entrée en vigueur de l'AJUB et lancement du système du brevet unitaire le 1^{er} septembre 2022
 - + le **demandeur B** reçoit la notification selon la règle 71(3) CBE (IGRA) le 18 février 2022 (Mailbox)
 - = le **demandeur B** a jusqu'au 28 juin 2022 pour satisfaire aux exigences de la règle 71(3) CBE (= 18.02. + 10j + 4m)
- Le **demandeur B** remplit les conditions et peut présenter une requête en report de la décision de délivrer le brevet européen entre le 20 mai 2022 et le 28 juin 2022. L'OEB reportera la délivrance et publiera la mention de la délivrance le 7 septembre 2022.
- Le **demandeur B** peut présenter la demande d'effet unitaire dans un délai d'un mois à compter de la publication de la délivrance, le 7 septembre 2022. Le demandeur aurait également pu, à titre d'alternative, présenter une demande d'effet unitaire anticipée entre le 20 mai 2022 et le 31 août 2022.

Mesures d'accompagnement au niveau de l'UE

- Certificats complémentaires de protection
 - La Commission Européenne a annoncé dans son plan d'action en faveur de la propriété intellectuelle (COM/2020/760 final) l'intention d'introduire un CCP unitaire et/ou un mécanisme unifié de délivrance.
 - La Commission lancera prochainement une consultation publique en vue d'établir un règlement.
 - La mise en place d'un CCP unitaire et/ou d'un mécanisme unifié de délivrance soulève un certain nombre de défis juridiques et politiques et ne sera probablement pas possible avant le lancement du brevet unitaire.
 - Dans l'intervalle, la Commission précisera que les CCP nationaux peuvent être obtenus sur la base d'un brevet unitaire.

Mesures d'accompagnement au niveau national

- « Filet de sécurité » en cas de rejet d'une requête d'effet unitaire après la date limite de validation au niveau national
 - Le comité restreint a examiné à plusieurs reprises la question de la possibilité de valider un brevet européen lorsqu'une demande d'effet unitaire a été rejetée par l'OEB ou la JUB alors que les délais de validation ont déjà expiré.
 - Plusieurs États membres ont déjà mis en place un tel "Safety net".
 - La France a prévu la mise en place d'un système de type "filet de sécurité" pour la validation des brevets européens dans le cas où une requête d'effet unitaire a été rejetée:
 - Lorsque le paiement d'une redevance annuelle n'a pas été effectué à la date prévue, ladite redevance peut être valablement versée dans un délai de grâce de six mois moyennant le paiement d'un supplément dans le même délai.

Mesures d'accompagnement au niveau national

Cumul de protection doit être décidé au niveau national.

- La France a prévu la possibilité d'un cumul de protection entre un brevet national
 - et un brevet unitaire d'une part
 - ou un brevet européen soumis à la compétence de la JUB d'autre part;
- Mesures spécifiques s'appliquent en cas de coexistence (Art. R. 615-2 CPI):
 - Si le tribunal français est saisi d'une action en contrefaçon d'un brevet français alors que la JUB est saisie en parallèle d'une demande fondée sur un brevet unitaire ou sur un brevet européen ne faisant pas l'objet d'une dérogation à sa compétence exclusive et porte sur les mêmes faits entre les mêmes parties, il sursoit à statuer jusqu'à ce que la décision de JUB sur cette demande ne soit plus susceptible de recours.
 - Une action en contrefaçon formée devant le tribunal français est irrecevable lorsque la JUB a statué sur la même demande fondée sur les mêmes faits entre les mêmes parties par une décision ayant autorité de la chose jugée.
- Brevet européen ayant fait l'objet d'un opt-out: substitution au brevet national français (brevet français cesse de produire ses effets).

Le guide du brevet unitaire

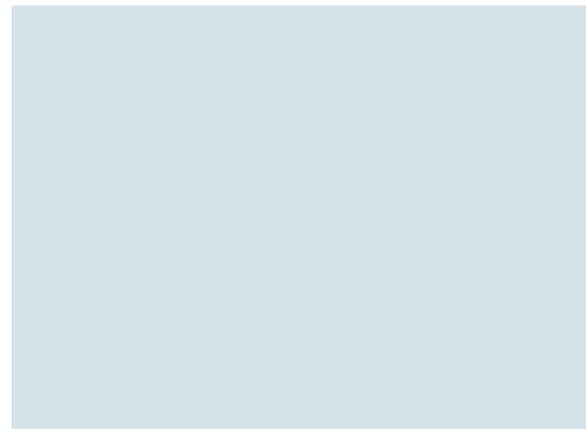
- Vise à donner aux entreprises, aux inventeurs ainsi qu'à leurs mandataires une vue d'ensemble de la procédure à suivre pour obtenir un brevet unitaire.
- Traite également des procédures connexes relatives aux brevets unitaires, par exemple celles liées au système de compensation des coûts de traduction ou à l'inscription d'une déclaration concernant une licence de droit, et il présente les dispositions relatives au paiement des taxes annuelles afférentes aux brevets unitaires.
- www.epo.org/law-practice/unitary/unitary-patent/unitary-patent-guide_fr.html



Le guide du brevet unitaire

Obtention, maintien en vigueur et gestion des brevets unitaires

I



La juridiction unifiée du brevet (JUB) en bref



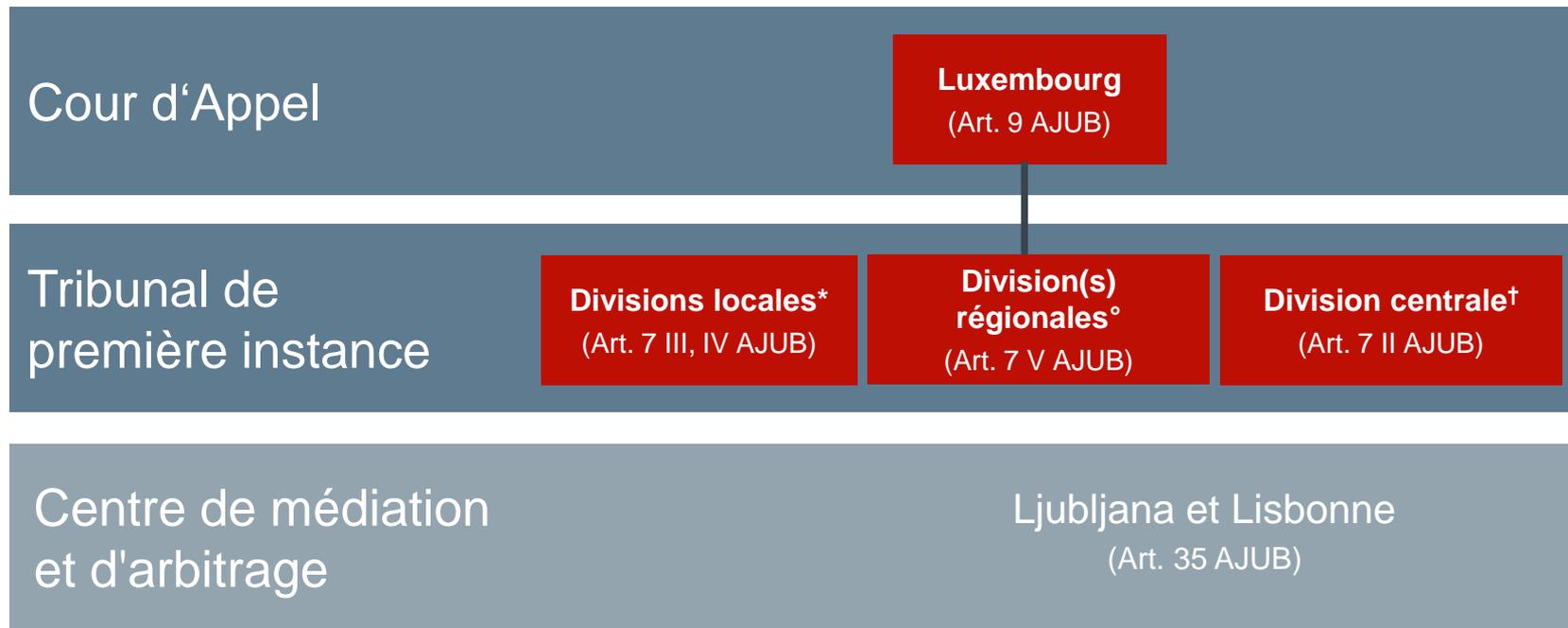
Nouvelle juridiction commune aux États membres qui sont parties à l'Accord relatif à la JUB; et fera partie de leur système juridictionnel.

Les décisions seront rendues par des collèges de composition multinationale, qui comprendront des juges qualifiés sur le plan technique et des juges qualifiés sur le plan juridique.

Compétence exclusive en ce qui concerne les brevets unitaires et les brevets européens (sous réserve de certaines exceptions durant une période transitoire de sept ans).

La JUB mettra un terme à l'engagement d'une multitude de litiges parallèles et coûteux dans différents pays et améliorera la sécurité juridique pour tous les utilisateurs du système du brevet

Structure de la JUB

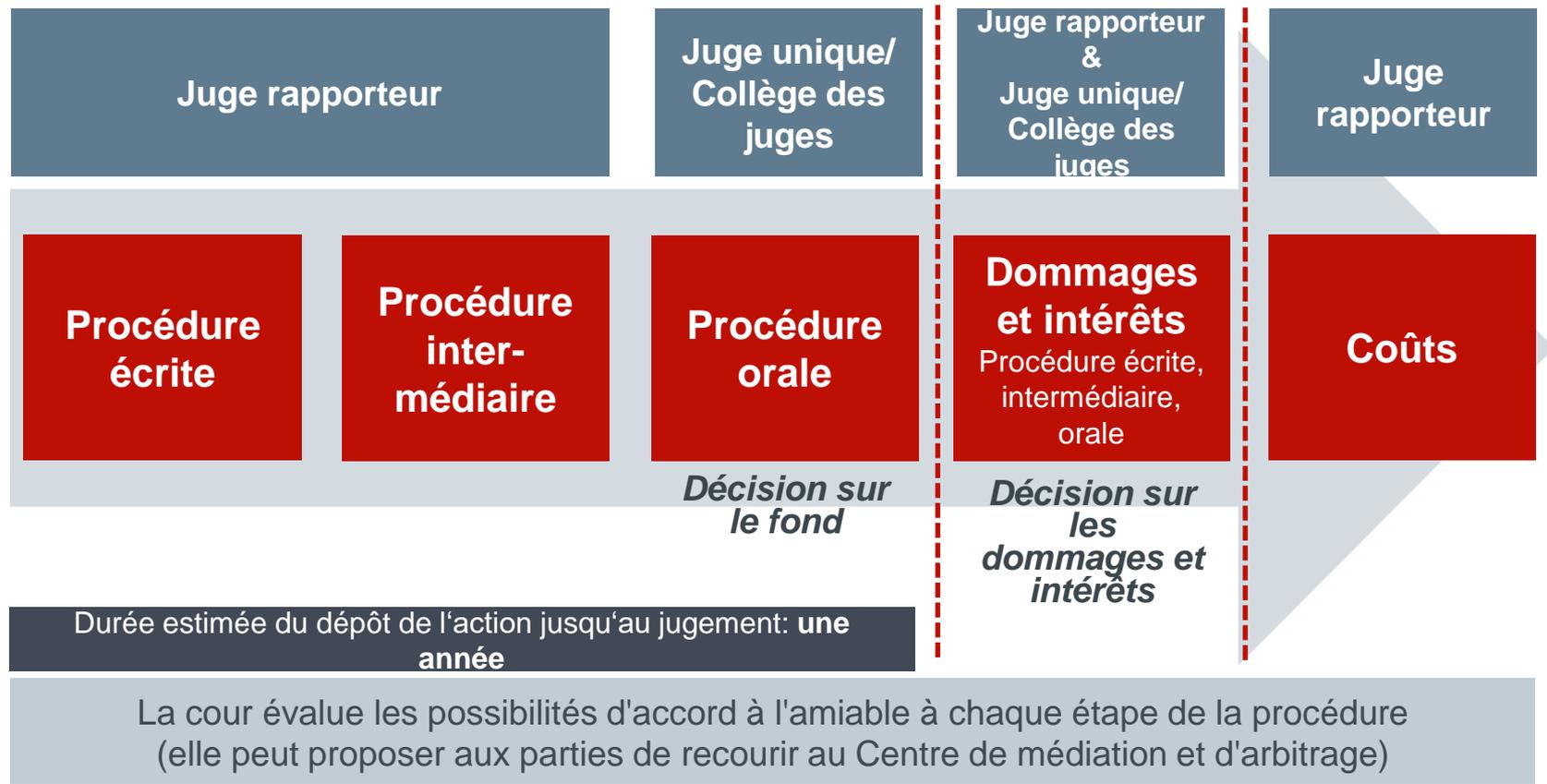


* Jusqu'à 4 DL par État membre. Confirmé jusqu'à présent : AT (Vienne), BE (Bruxelles), DE (Düsseldorf, Mannheim, Munich, Hamburg) DK (Copenhague), FI (Helsinki), FR (Paris), NL (Den Haag), PT (Lissabon), SI (Ljubljana)

° Au moins 2 États membres. Confirmé jusqu'à présent : 1 DR confirmé avec siège à Stockholm (fondé par l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Suède)

† Siège à Paris avec une section à Munich. Les États signataires de l'AJUB discuteront et décideront en temps venu si et où l'ancienne section londonienne de la Division Centrale doit être réaffectée.

Aperçu de la procédure devant la JUB



Quand démarrera le nouveau système?

19 Janvier 2022

Lancement de l'application provisoire



19 Janvier 2022:
L'Autriche ratifie le
Protocole sur
l'application provisoire de
l'AJUB



Ratification de l'AJUB par
l'Allemagne

3-4 mois

“sunrise period”

Demande d'effet unitaire anticipée
Requête en report de la décision de
délivrer le brevet européen
Opt-out de la JUB

Période d'application provisoire
(**environ 8 mois**)

2ième semestre 2022

Lancement simultané

- Brevet unitaire
- JUB



Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?



Vous avez besoin d'informations supplémentaires ?



Rendez nous visite:

www.epo.org/unitary



Contactez-nous:

international_legal_affairs@epo.org